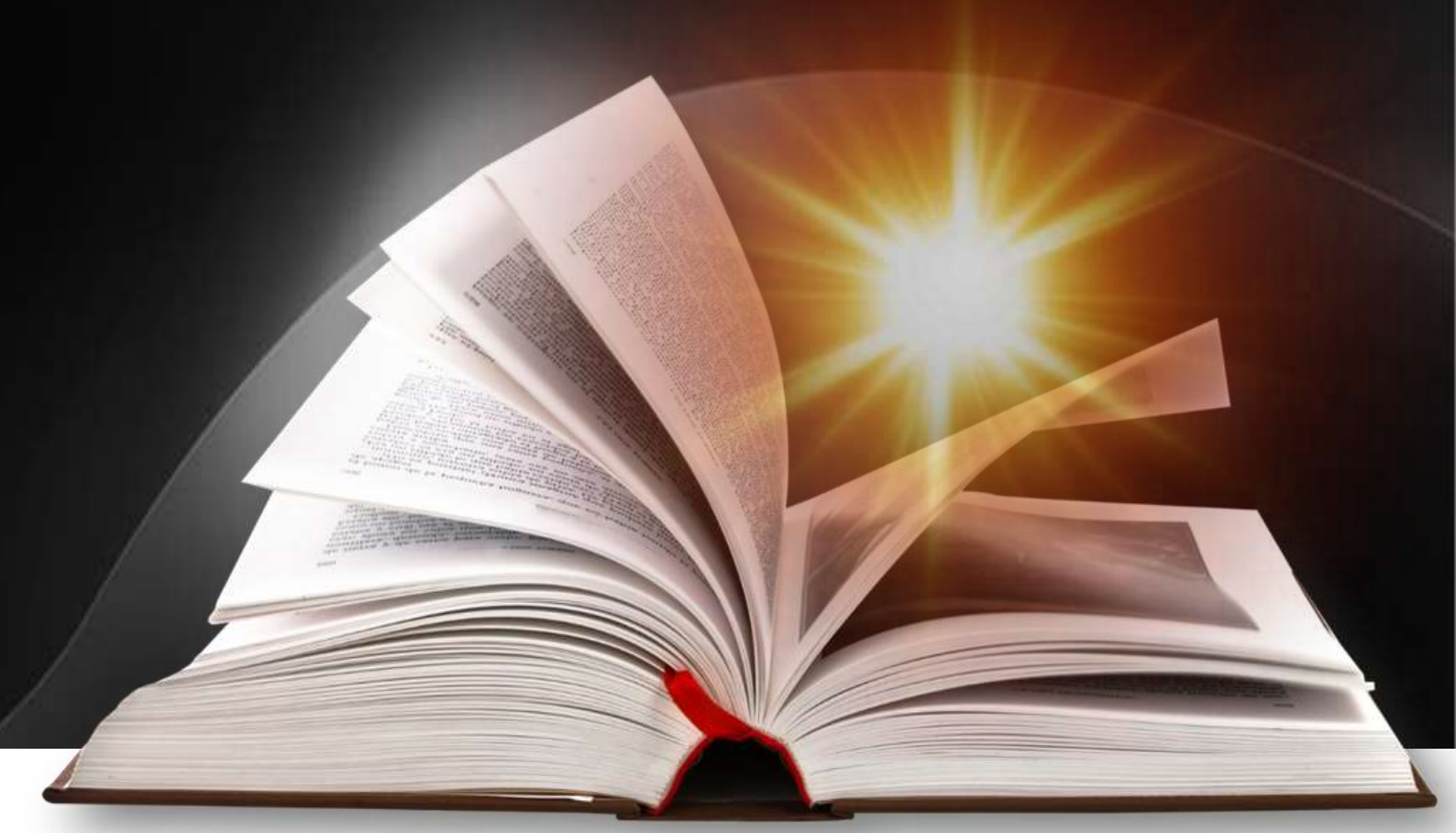
ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -



Volume 3, n°3, Sept - Déc 2024

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

African Scientific Universe

Afrindala Group

© Editions Lumumba

Gouvernance politique comme facteur d'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne. Cas de la République Démocratique du Congo

[Political Gouvernance like factor of attractivity of the foreign direct investments in Sub-Saharan Africa.
Case of the Democratic Republic of Congo]

NGUZ TSHIPOY Patrick[1]
Université de Kolwezi/RD Congo
Email : jessynguz@gmail.com

ISSN
: 2790-6248
: 2790-6256

Revue Panafricaine de la Jeunesse

- Pan African Youth Journal -

DOI : https://doi.org/10.58610/RPJ.2790.6248.6256.31

Editions Lumumba I Afriscience I Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse

EDITIONS LUMUMBA
Un nouvel élan de l'édition africaine

Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)
ISSN : 2790-6248
e-ISSN : 2790-6256
© Editions Lumumba - APANAEFJ
Bibliothèque Nationale du Congo I Ordonnance loi n° 89-010
du 11 janvier 1989 – Permis d'implantation n° BNC/DPHK/08/2022

Afrindala Group

La Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ) est une revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive. Elle se veut un lieu de diffusion de travaux de recherche originaux et substantiels sur diverses questions liées aux enjeux et défis des sociétés africaines, dans toutes les disciplines scientifiques. La RPJ est enregistrée par le Centre International de l'ISSN (International Standard Serial Number) sous les numéros ISSN : 2790-6256 et e-ISSN : 2790-6248.

Les Éditions Lumumba, sous la houlette du label panafricain Afrindala Group, branche scientifique « Afriscience », sont une maison d'édition établie en RD Congo conformément à l'Ordonnance-Loi n° 89-010 du 11 janvier 1989 et opérant sous le permis d'établissement n° BNC/DPHK/08/2022. Enregistrées auprès de l'Agence Internationale de l'ISBN, par l'intermédiaire de l'Agence Francophone pour la Numérotation Internationale du Livre (AFNIL), les Éditions Lumumba sont repértoriées sous l'identifiant éditeur : 978-2-38489.

Le comité scientifique international, composé d'enseignants et de spécialistes d'Afrique et d'ailleurs, assure une diversité d'expertises et de perspectives. En tant que membre de Crossref, une organisation américaine participant à l'indexation globale du contenu scientifique, les Éditions Lumumba bénéficient d'un préfixe DOI (10.58610) pour attribuer un DOI unique à chaque œuvre éditée. Cela permet aux publications d'être accessibles à des milliers de membres de Crossref et à des centaines d'organisations, y compris des institutions scientifiques et universitaires du monde entier, augmentant considérablement la visibilité et l'impact international des travaux publiés.

Les Éditions Lumumba s'appuient sur un vaste réseau de distributeurs et de partenaires internationaux, incluant des universités, des ONG et de grandes plateformes telles que CAIRN.INFO (la plus grande bibliothèque numérique francophone), DILICOM, OpenEdition Books, la plateforme Afriscience, etc.

© Editions Lumumba

Revue Panafricaine de la Jeunesse

— RPJ —

- Pan African Youth Journal –

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Périodicité : avril, août et décembre
Prix du numéro : 45 USD
Abonnement annuel : 100 USD
Version numérique disponible sur : www.afriscience.org

Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :
@editionslumumba | @afriscience

Imprimé en République Démocratique du Congo

Tél. (+243) 90 43 370 19
Email : contact@editionslumumba.com
Site web : www.editionslumumba.com
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo

Editorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

C'est avec une ferveur renouvelée et un sens aigu de notre responsabilité intellectuelle que nous vous convions à franchir les portes de cet espace unique, dédié à la célébration de l'intelligence et de la créativité africaines dans toute leur splendeur. La **Revue Panafricaine de la Jeunesse (RPJ)** se positionne ici comme un carrefour où se croisent réflexion académique et innovation pragmatique, dans une quête inlassable de réponses aux défis multiformes de notre époque.

Dans un monde en constante mutation, cette revue se veut une boussole, orientant les esprits curieux vers des territoires inexplorés de la pensée critique. Chaque article, chaque réflexion, chaque témoignage publié dans ces pages transcende les barrières géographiques et culturelles, tissant une toile intellectuelle où l'Afrique dialogue avec le reste du monde. Loin des visions simplistes et uniformisantes, cette revue offre une lecture plurielle et nuancée, où la diversité des perspectives est érigée en moteur de compréhension et de transformation.

Ce numéro particulier s'inscrit dans une dynamique audacieuse : celle de faire rayonner non seulement l'ingéniosité scientifique, mais également la richesse des expériences humaines qui en sont le socle. À travers des contributions d'une rigueur exemplaire, nos auteurs dévoilent des idées qui jaillissent des contextes de résilience et d'espoir, et qui trouvent leur force dans l'intersection de disciplines, de cultures et de visions. Ces pages témoignent d'une Afrique en mouvement, une Afrique créative et porteuse de solutions pour un avenir plus inclusif et durable.

Loin d'être un simple réceptacle de savoirs, cette revue est un espace vivant, animé par une communauté d'auteurs, de chercheurs et de penseurs qui s'engagent à poser des jalons pour le développement scientifique et social. Ensemble, ils bâtissent des ponts entre l'universel et le particulier, entre le local et le global, démontrant que l'innovation africaine est non seulement pertinente, mais essentielle à l'évolution des sociétés contemporaines.

Notre comité éditorial, appuyé par une équipe scientifique d'excellence, veille à garantir une qualité irréprochable à chaque publication. Ce travail collaboratif, empreint de rigueur et d'éthique, reflète notre ambition de faire de la RPJ un vecteur de transformation sociale et une tribune où les voix africaines s'expriment avec force et conviction. Chaque numéro est une invitation à repenser les paradigmes dominants, à déconstruire les stéréotypes, et à envisager de nouvelles façons de concevoir le rôle de l'Afrique dans le monde.

Alors que vous parcourez ces pages, nous espérons que vous serez saisi(e)s par l'ampleur des idées, la profondeur des analyses et la portée des visions qui y sont présentées. Plus qu'une lecture, cette revue est une expérience, une immersion dans un univers où la science et la pensée critique façonnent les contours d'un avenir prometteur.

Plongez dans cette aventure intellectuelle, où l'Afrique se réinvente et inspire le monde. Ensemble, poursuivons le rêve d'un continent qui, par sa richesse intellectuelle et sa créativité, se hisse au rang des acteurs incontournables de la réflexion mondiale.

Bonne lecture et bienvenue dans cet univers d'idées, d'innovations et de découvertes !

L'équipe éditoriale

Equipe de la revue

Comité de rédaction :

- Directeur de Publication : M. le Pr. Basile Mulwani Makelele, RD. Congo
- Rédacteur en chef : M. le Pr. Philippe Kasongo Maloba Tshikala, Belgique
- Rédacteur en chef Adjoint : M. Valery Ngoy Ndala, RD. Congo
- Secrétaire éditorial : William Agbaka, Bénin
- Coordinateur du processus d'adhésion : M. Josué Lwamba, RD Congo
- Gestionnaire administratif : Banon Zinsou Côme, Bénin
- Gestionnaire financière : Clarisse Mwelwa Bilepo, RD Congo
- Coordinateur des partenariats : Fidèle Bukasa Kabwe, RD Congo
- Traducteur en chef : Dr. Fo-Koku D. Woameno, Togo
- Responsable de la publication en ligne : M. Mayou Nkensa, Cameroun

Comité scientifique :

- Dr. Abdoulaye OUEDRAOGO, PhD en Gestion de Projets, Ministère de l'Economie, des Finances et du Plan (MEFP) au Burkina Faso, Burkina Faso
- Dr. Abi-Kaberou Gildas, PhD en Sciences de l'Education, Ecole Normale Supérieure (ENS/Porto-Novo) et à l'Institut de Psychologie de Travail et des Organisations (PTO), Bénin
- Dr. Adaba Koffi Amessou, PhD en Sociologie (Sociologie Politique), Université de Lomé, Togo
- Dr. Adrien Mazanga Nakunyi, PhD en Sciences de l'Education, Université Simon Kimbangu de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Akimou TCHAGNAOU, PhD en Sciences de l'Education et de la Formation, Université André Salifou de Zinder, Niger
- Dr. AMBOMBI EYOLO Azede Espoir, PhD en criminologie, PhD en pédagogie, en psychologie des organisations, Directeur de la chaire MBA, Afrikan campus, Formateur à l'école de police du Congo, Congo Brazza
- Dr. Amoussou Franck, PhD en Linguistique Anglaise Appliquée, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Andi Cudai Nur, PhD en Education, Makassar State University, Indonésie
- Dr. Ballo Drisa, PhD en Roman africain, Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, Mali
- Dr. Basile Mulwani Makelele, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Bernard Aristide BITOUGA, PhD en Anthropologie (Anthropologie sociale et culturelle), Université de Douala, Cameroun

- Dr. Bruno Duovany BEKOLO ENGOUDOU, PhD en ethnologie-anthropologie, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Carine Nadège BOUMA, PhD en Droit privé, Université de Bamenda, Cameroun
- Dr. Dédé Terence, PhD en Lettres, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Doba SORO, PhD en Anthropologie Sociologie, Université Polytechnique de Man, Côte d'Ivoire
- Dr. Dre NGONO OSSANGO PANGRACE, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du développement humain, Université de Yaoundé, Cameroun
- Dr. ESSOME LELE GIslain Arnaud, PhD en Langue et Linguistique espagnoles, option Sémiotique iconotextuelle, Asociación de Cervantistas ECLLA – Études du Contemporain en Littératures, Langues et Arts, UJM Saint-Étienne UFD LLSL – Littératures, Langues et Sciences du Langage, Univ. Maroua, Cameroun
- Dr. Fidélie NTSHIKALA MBUYA, PhD en Psychologie, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Fo-Koku D. Woameno, PhD en Littérature et civilisation américaine, Université de Lomé, Togo
- Dr. Gano Nouhou, PhD en Analyse du discours, Université cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal
- Dr. Gninneyo Sylvestre-Pierre NIYA, PhD en Sciences de l'éducation, Spécialité : Politiques éducatives (Éducation inclusive), Ecole Normale Supérieure/Koudougou, Burkina Faso
- Dr. Ilunga Bumute Christian, PhD en Psychologie, Université de Likasi, RD Congo
- Dr. Jean Pierre Kayembe Kayembe, PhD en Chimie, Rhodes University, South Africa
- Dr. Jeef TSHITAMBA KABALA, PhD en Sciences Politiques et Administratives, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. José NGOY WA NGOY TWITE, PhD en Psychologie du travail, spécialité : psychopathologie du travail, Université de Kolwezi, RD Congo
- Dr. Kabiena Kuluila Pierre Valery Dieudonné, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kabuya-Kabeya Sthilobo Hilaire, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Kaniki Wa Cilombo Joseph-Robert, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. KONGUE Toyindou, PhD en Géographie, Option Géographie humaine, rurale et économique, Université de Lomé, Togo

- Dr. KONÉ PATRICE M'BÉTIEN, PhD en Criminologie, Université Félix Houphouet Boigny, Côte- d'Ivoire
- Dr. KOUADIO BAYA BOUAKI, PhD en Sociologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. KOUADIO Yao Adoman Francis, PhD en Sociologie politique, West Africa Social Science Laboratory, Côte- d'Ivoire
- Dr. Lago Blé Angelin, PhD en Histoire, Université Jean-Lorougnon Guede, Côte d'Ivoire
- Dr. Lokossou Bonaventure, PhD en audiovisuel et de l'information, de la communication, Université d'Abomey-Calavi, Bénin
- Dr. Matthias Cinyabuguma, PhD en Economie, Banque mondiale, RD Congo
- Dr. MBANGI MBONZALE, PhD en sciences sociales, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. MBULA MUSASA M. Serge Caleb, PhD en Sciences (Géologie du Pétrole), Université Pédagogique Nationale (UPN)/Kinshasa, RD Congo
- Dr. Metsena Ndjavoua, PhD en Histoire des Relations Internationales, Université de Maroua (Cameroun)/ Institut Universitaire de Développement International (IUDI), Cameroun
- Dr. Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBÉ, PhD en Sciences Économiques et de gestion, Université des sciences sociales et de gestion de Bamako, Mali
- Dr. Moussa Coulibaly, PhD en Sciences du langage et de la Communication, Université Assane Seck de Ziguinchor du Sénégal, Sénégal
- Dr. Moussa Dourfaye Abdoul-kadze, PhD en santé, Santé publique, épidémiologie, biostatistique, recherche en santé, Hôpital de référence de Maradi, Niger
- Dr. Nebie Boukary, PhD en Sciences du Langage, Université de Fada N'Gourma, Burkina Faso
- Dr. Ngala Ntumba Peter, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. NGOIE KAZIMINGI Patrick, PhD en Sciences de l'Education, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Ngoy Ndombe Alain, PhD en Droit, Université de Lubumbashi, RD Congo
- Dr. Nkongolo Mulami Kapweka Alphonse, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo
- Dr. Norbert Aimé MELINGUI AYISSI, PhD en Histoire, Université de Douala, Cameroun
- Dr. Ntita Ntita Jean Christ, PhD en Droit, Université Officielle de Mbuji-Mayi, RD Congo

- Dr. Nyebe Atangana Sandrine, PhD en Sciences de l'Education, Membre du Laboratoire BONHEURS, CY Cergy Paris Université, Cameroun
- Dr. Outéndé TOUNDOU, PhD en Physiologie végétale, Agrophysiologie, fertilisation des sols, Université de Lomé, Togo
- Dr. Philippe KASONGO MALOBA TSHIKALA, PhD en Psychologie, Université de Lubumbashi, Belgique
- Dr. Raymond-Bernard AHOUANDJINOU, PhD en socio-anthropologie, andragogue et juriste, Association Internationale des Sociologues de Langue Française et du Centre d'Etudes et de Recherche en Education et Interventions Sociales pour le Développement (CEREID), Bénin
- Dr. Richard Muimbi Kitumba, PhD en Droit, Université de Kabinda, RD Congo
- Dr. SAIDI Hicham, PhD en sciences économiques et gestion, Université Moulay Ismaïl, FSJES – Meknès, Maroc
- Dr. SIDIBÉ OUSMANE, PhD en Linguistique du Discours, Université de San Pedro, Côte d'Ivoire
- Dr. Tamia Jules-Amstrong, PhD en Psychologie, Spécialité : Psychologie du Travail et des Organisations, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire
- Dr. Xie Huifang, PhD en Sciences de l'Education, Université pédagogique d'Etat du Liaoning, Chine
- Prof. Dr. DIEU LOBA ARNAUD, Professeur titulaire CAMES, Université Félix Houphouet Boigny, Côte d'Ivoire.

Revue Panafricaine de la Jeunesse
Revue scientifique internationale
ISSN : 2790-6248 I e-ISSN : 2790-6256
Editions Lumumba
Un nouvel élan de l'édition africaine
Email : contact@editionslumumba.com
Afriscience
African Scientific Universe

Gouvernance politique comme facteur d'attractivité des investissements directs étrangers en Afrique Subsaharienne. Cas de la République Démocratique du Congo

[Political Gouvernance like factor of attractivity of the foreign direct investments in Sub-Saharan Africa.
Case of the Democratic Republic of Congo]

NGUZ TSHIPOY Patrick[1]
Université de Kolwezi/RD Congo
Email : jessynguz@gmail.com

Résumé

Cet article analyse l'impact de la gouvernance politique sur l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE) en République Démocratique du Congo (RDC). La gouvernance politique, définie comme un ensemble de mécanismes, lois et processus assurant une gestion transparente et responsable des affaires publiques, est cruciale pour instaurer un environnement favorable aux IDE. Elle garantit la stabilité institutionnelle, la sécurité juridique et l'efficacité des politiques publiques, éléments essentiels pour rassurer les investisseurs. Cependant, la RDC fait face à des défis majeurs : instabilité politique, corruption, faiblesse du pouvoir judiciaire, et non-respect de l'État de droit. Ces lacunes compromettent l'attractivité du pays malgré son potentiel économique immense. L'analyse révèle également que la mauvaise gouvernance crée un environnement peu sécurisé pour les investisseurs, limitant l'impact positif des IDE sur le développement économique. Pour inverser cette tendance, des réformes structurelles sont indispensables. Elles doivent renforcer l'État de droit, lutter contre la corruption, stabiliser les institutions, et instaurer des mécanismes de redevabilité et de transparence. Ainsi, une gouvernance politique solide pourrait transformer les IDE en un levier de développement durable et inclusif pour la RDC.

Mots-clés : Gouvernance politique, Investissements directs étrangers, Développement, Économie politique internationale, RDC

Abstract

This article analyzes the impact of political governance on the attractiveness of foreign direct investment (FDI) in the Democratic Republic of Congo (DRC). Political governance, defined as a set of mechanisms, laws, and processes ensuring transparent and accountable management of public affairs, is crucial for creating a favorable environment for FDI. It guarantees institutional stability, legal security, and effective public policies—essential factors for reassuring investors. However, the DRC faces significant challenges: political instability, corruption, a weak judiciary, and non-compliance with the rule of law. These shortcomings undermine the country's attractiveness despite its immense economic potential. The analysis also reveals that poor governance creates an insecure environment for investors, limiting

[1] Assistant à la Faculté des Sciences Sociales, Politiques et Administratives au Département des Relations Internationales

the positive impact of FDI on economic development. To reverse this trend, structural reforms are essential. These reforms must strengthen the rule of law, combat corruption, stabilize institutions, and establish mechanisms for accountability and transparency. Thus, robust political governance could transform FDI into a lever for sustainable and inclusive development in the DRC.

Keywords: Political governance, Foreign Direct Investments, Development, International Political Economy, DRC

0. Introduction

0.1. Justification du thème

La République démocratique du Congo est un pays riche possédant une population jeune, plusieurs ressources minérales stratégiques et sa position au centre de l'Afrique lui donne un avantage très important dans le cadre des échanges intra africain et le reste du monde.

La situation sécuritaire et économique reste toujours instable malgré les efforts diplomatiques, les contours politiques, économiques, sécuritaires et stratégiques dans lesquels évolue la République Démocratique du Congo dès le début du 21ème siècle sont soit d'incertitudes sécuritaires, soit d'incertitudes économiques et politiques.

En République Démocratique du Congo la gouvernance pose un sérieux problème non seulement dans le cadre de l'Administration du territoire mais surtout sur le plan sécuritaire. Il sied d'affirmer avec certitude que la gouvernance politique accuse des limites liées à un déficit de planification, de l'instabilité politique, de la mauvaise gouvernance et de l'absence d'un leadership capable de guider la nation congolaise sur la voie du développement et de la stabilité.

Les investissements directs étrangers constituent un moyen par lequel les Etats impulsent le développement et contribuent à la croissance économique. Les différentes potentialités du sol et sous-sol que regorge la république démocratique du Congo nécessite l'intervention des investisseurs non seulement publics mais surtout étrangers pour une exploitation efficiente.

La Gouvernance Politique constitue un élément essentiel pour non seulement attirer les investissements mais surtout mettre en place un cadre juridique susceptible de les sécuriser en vue de favoriser le développement.

La République Démocratique du Congo comme la majorité des Etats africains, a connu une période de forte instabilité politique et sécuritaire occasionnant ainsi la faillite de l'Etat. Cette crise multiforme a permis un pillage systématique et l'instauration d'une mauvaise gouvernance porteuse des fortes incertitudes avec l'aggravation de l'insécurité endémique à l'Est du pays depuis la fin des années 1990 jusqu'à ce jour (Catherine SAUMET, 2018, p.3.

Les investissements directs étrangers en république démocratique du Congo doivent s'inscrire dans la logique de l'intérêt général, qui permettra à ce que la population bénéficie des avantages de ces investissements pour son

épanouissement. Cependant, cela dépendra de la gouvernance politique qui joue un rôle crucial dans tout projet de développement.

C'est dans cet optique que nous vérifions si la gouvernance politique constitue un facteur d'attractivité des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo.

Sans une bonne gouvernance politique il n'existe aucune garantie sérieuse de sécurité pouvant permettre aux investisseurs de venir avec leurs capitaux. Ceci s'explique par le fait que la gouvernance politique est un exercice d'une autorité publique, économique et administrative dans la gestion des affaires d'un pays à tous les niveaux. Elle repose sur les mécanismes, processus et institutions complexes par le biais desquels les citoyens articulent leurs intérêts, aplanissent leurs différences et exercent leurs obligations et leurs droits reconnus par la loi.

Cette étude de la gouvernance politique, est et reste pertinente pour les chercheurs qui étudient les phénomènes de la mondialisation, la coopération internationale, les questions liées au développement dans le cadre des relations économiques internationales car elle met au centre la stabilité sociopolitique qui constitue un gage de la paix sociale et du développement.

0.2. Problème et question de recherche

Le problème de la présente recherche est d'ordre conceptuel, il s'agit donc d'adopter une démarche analytique susceptibles de nous permettre à définir scientifiquement le concept gouvernance politique et situer son rôle dans le processus d'attractivité des investissements directs étrangers.

L'interprétation du contenu de la gouvernance politique joue un rôle central car la République démocratique du Congo représente un marché gigantesque pour les investissements, la gouvernance politique de ce pays constitue le seul facteur qui freine le développement et met en mal la sécurisation des investissements directs étrangers à cause de l'instabilité politique et sécuritaire. La gestion publique accuse certaines limites liées à la qualité managériale de l'élite.

L'attractivité des investissements directs étrangers exige le concours de plusieurs facteurs capables de créer un climat propice pour attirer les investisseurs, ces facteurs sont d'ordre normatif c'est-à-dire un cadre juridique et aussi un mécanisme judiciaire susceptibles de protéger les intérêts de l'investisseurs.

La Gouvernance politique de la République Démocratique du Congo est mise en mal par la convoitise des certains Etats et multinationales, qui ont réussi a imposé une guerre classique et asymétrique basé sur les pillages des minerais stratégiques et d'autres ressources par le détournement et la corruption.

Face à cette réalité, la République Démocratique du Congo a élaboré un arsenal juridique pour sécuriser les investisseurs en vue de les attirer à investir au pays. Le pays a pris les mesures incitatives et aussi certains actes normatifs notamment :

- Le code d'investissement,
- la Loi n°18/001 du 09 mars 2018 modifiant et complétant la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier et la Loi n° 17/001 du février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance entre personne physique ou morale de droit privé au regard des investissements nationaux et étrangers ainsi que les facilités accordées par le Guichet Unique de création d'entreprises et son processus d'implantation à travers le pays constituent un arsenal juridique des facilitations et de protection des intérêts de l'Etat congolais.

L'applicabilité de l'ensemble de l'arsenal juridique lié aux investissements directs étrangers doit avoir quelques mesures d'accompagnement susceptibles de sécuriser d'une part les investissements, d'autre part la république démocratique du Congo.

Les investissements directs étrangers n'ont pas comme vocation apporté le développement, les investissements cherchent la réalisation du profit. De ce fait les objectifs de tout investissement sont celui de réaliser le maximum de bénéfice pour renforcer son capital.

Les investissements directs étrangers constituent un facteur de développement ; ils ont permis aux économies d'atteindre la croissance. Par contre, dans une certaine mesure ils constituent un facteur de sous-développement et sont à la base des problèmes d'ordres sécuritaires et des législations qui les régissent. Les retombés qu'ils entrainent provoquent dans une certaine mesure une instabilité politique, économique et sécuritaire dans les pays du Sud, tel est le cas de la République Démocratique du Congo.

Les investissements directs étrangers nécessitent une bonne gouvernance capable de faciliter l'application des règles démocratiques en vue de sécuriser les investisseurs et permettre à ces derniers de tirer profit de leurs activités économiques d'une part et permettre le développement économique de l'Etat d'autre part.

Au regard de l'analyse ci-haut, notre dissertation gravitera autour de deux questions principales suivantes :

- Comment la gouvernance politique de la République démocratique du Congo assure-t-elle l'attractivité des investissements directs étrangers ?
- Comment dégager et analyser les forces et faiblesses de la gouvernance politique ?

0.3. Hypothèses

Partant des questions ci-dessus spoulévées, nous avançons les hypothèses suivantes :

La mauvaise gouvernance ne favorise pas la croissance économique car elle peut agir négativement sur les performances économiques. La gouvernance politique facilite et impose à la société le respect et l'application des règles démocratiques susceptible d'éviter la pénalisation des investissements directs étrangers.

Pour permettre assurer l'attractivité des investissements directs étrangers, la gouvernance politique renforce la cohésion en s'appuyant sur la stabilité des institutions étatiques, la stabilité du gouvernement et une bonne définition des politiques publiques ainsi que la coordination efficiente de la gestion des affaires qui relèvent de l'intérêt général.

La gouvernance politique dans sa quête de faire respecter les principes d'un Etat de droit à partir de l'instauration des règles démocratiques et de la mise en application de la moralité, l'éthique professionnelle ainsi que l'observation des certains indicateurs (la stabilité politique, la moralité des dirigeants, l'autonomie de la justice, un bon climat des affaires et la lutte contre la corruption ainsi que le respect du principe de transparence) constituerait une lutte contre les entraves à l'activité économique d'une manière globale.

L'absence d'une gouvernance politique rationnelle favorise les crises politiques, sécuritaires et économiques, suite à une mauvaise coordination caractérisée par une forme organisationnelle étatique défaillante.

La mise en application de certains facteurs de la gouvernance politique passe par le respect du cadre juridique, dans le sens que celle-ci fait intervenir les valeurs fondamentales des sociétés contemporaines, notamment la démocratie. La résilience et la pérennité de l'Etat (comme organisation social) sont évidemment compatibles avec les objectifs démocratiques. La sécurité se conçoit mal en l'absence d'une gouvernance politique et d'un ordre suffisant pour assurer la pérennité du corps politique.

0.4. Objectifs de la recherche

Ce travail consiste à obtenir une compréhension approfondie de la gouvernance politique afin d'aboutir à la compréhension des multiples dimensions d'attractivité des investissements directs étrangers.

La présente recherche prend en compte les aspects sociaux, culturels, historiques, organisationnels et environnementaux qui orientent les comportements des investisseurs dans la prise de décision.

L'aboutissement de la présente étude est celui de nous permettre à faire une analyse des notions scientifiques afin de démontrer le rapport direct et indirecte de la gouvernance politique qui interagissent comme facteurs positifs ou négatifs à l'attractivité des investissements directs étrangers.

Pour plus de clarté, ce travail poursuit les objectifs ci-après :

- Analyser le rôle de la gouvernance politique sur des investissements directs étrangers.
- Faire un état de lieux de la gouvernance politique en République démocratique du Congo ;
- Dégager l'apport de la sécurité juridique et judiciaire ;
- Analyser les avantages et désavantages de la théorie de l'économie internationale politique, la théorie de la dépendance et la théorie de la sécurité juridique et judiciaire dans cette étude sur les investissements directs étrangers ;
- Dégager et analyser les forces et faiblesses de la gouvernance politique ;

- Envisager une démarche théorique et méthodologique susceptible d'expliquer de quelle manière la gouvernance politique peut contribuer à l'attractivité des investissements directs étrangers en République Démocratique du Congo.

1. Méthodologie

Cette étude adopte une approche méthodologique rigoureuse, mettant en évidence l'interdépendance entre la gouvernance politique, considérée comme variable indépendante, et l'attractivité des investissements directs étrangers, définie comme variable dépendante. Pour atteindre cet objectif, les méthodes suivantes ont été mobilisées :

- **Méthode de collecte des données :**

Pour la collecte des données nous avons utilisé l'observation et l'analyse documentaire. Les deux procédés nous ont permis de consulter les divers écrits généraux et spécialisés, en rapport avec les deux variables centrales de cette étude (la gouvernance politique et les investissements directs étrangers).

- **Méthode d'analyse des données :**

Concernant la méthode d'analyse des données collectées, la méthode historique nous a aidé à relier les implications liées à la genèse de notre objet d'étude. Cette méthode a permis la mise en place d'une compréhension des interactions entre la gouvernance politique et les investissements directs étrangers en vue de présenter les avantages et dégager les obstacles y afférents et proposer quelques solutions. La méthode historique est axée sur l'histoire qui, sans être explicative par elle-même, rend possible l'explication dans la mesure où « d'une part, en remplaçant les institutions dans le milieu social ou elles ont pris naissance, parmi leurs « conditions concomitantes » elle offre le tableau de leurs conditions d'existence, et d'autres part, elle permet la comparaison. (Mulumbati Ngasha, 2010, P.12).

Elle a permis également, une meilleure compréhension des flux des investissements directs étrangers et l'identification des différentes mesures qui ont été préconisés par la gouvernance politique pour les attirer.

- **La démarche hypothético-déductif**

L'approche hypothético-déductive, a permis la validation des hypothèses par observation. L'approche hypothético-déductive fait montre d'un souci particulier de la mesure.

En conséquence, la question de recherche devra clairement exprimer une relation entre au moins deux variables et ces variables devront être mesurables, de manière à ce qu'il soit possible de rattacher l'hypothèse à une théorie ou plusieurs afin de donner les éléments explicatifs du phénomène étudié.

Dans ce travail, la démarche hypothético-déductive considère la variable gouvernance politique comme modèle d'interprétation du phénomène

attractivité des investissements directs étrangers et identifie les concepts et indicateurs qui peuvent expliquer mieux ce phénomène.

2. Bases théoriques de la gouvernance politique

La gouvernance politique repose sur plusieurs fondements théoriques, parmi lesquels deux principales se distinguent par leur pertinence pour notre étude : la théorie de la dépendance et la théorie de la sécurité juridique et judiciaire. Ces cadres théoriques offrent une base analytique solide pour appréhender les dynamiques de la gouvernance politique, en particulier dans le contexte de la République Démocratique du Congo. Ils permettent d'éclairer, de manière concrète, les interactions entre la gouvernance et l'attractivité des investissements directs étrangers, en tenant compte des spécificités locales.

2.1. La théorie de la dépendance

La théorie de la dépendance est un concept contraire à l'indépendance qui exprime une subordination d'une personne, d'une société, d'une nation à un autre. Il s'agit d'un assujettissement d'une personne ou d'une nation.

Pour le dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française Petit Robert, la dépendance est le fait pour une personne de dépendre de quelqu'un ou quelque chose, c'est-à-dire l'asservissement, la servitude, la soumission, la sujétion, l'esclavage, l'obéissance, la vassalité. (Petit Robert, 2008, p.498)

La théorie de la dépendance fut développée d'abord en Amérique latine pour répondre à des problèmes concrets que rencontrait le développement économique depuis la seconde guerre mondiale, puis elle fut popularisée en Amérique du Nord par André GUNDER FRANCK.

La théorie de la dépendance conserva un accent sur l'analyse de classes au niveau national et international, elle dénonçait la double exploitation des classes dominées en Amérique latine par la bourgeoisie nationale et par celle des métropoles. (ROCHE, J.J., 2010, p.122).

Cette théorie démontre comment l'exploitation des pays périphériques renforce la domination du monde par les capitalistes.

Les aspects de la dépendance économique revêtent plusieurs formes notamment :

- L'échange inégal entre les pays africains et l'occident ;
- La verticalité du commerce international imposer par les occidentaux ;
- Les normes de consommation des élites influencées par celles des pays avancés ;
- Une forte domination du capital étranger dans les investissements ;
- Le monopole des échanges commerciaux dans les relations économiques internationales.
- La dépendance politique ;
- La dépendance économique.

La théorie de la dépendance dans son analyse, nous révèle que la gouvernance politique est considérée comme un outil susceptible de faciliter une prise en compte des mesures nécessaires à la facilitation de la croissance économique.

En effet, de cette théorie, nous notons que les investissements directs étrangers participent à la mondialisation, mais cette mondialisation prend un chemin de blocage car les Etats Africains notamment la République Démocratique du Congo est caractérisée par le manque de bonne gouvernance et de transparence.

Les investissements directs étrangers relèveraient du système capitaliste dans une certaine mesure car lesdits investissements ne participent pas à la croissance économique. L'attractivité liée à la gouvernance politique constitue une utopie philosophique véhiculée par certains penseurs à travers certains postulats qui restent discutable compte tenu de l'existence des réalités propre à chaque Nation.

2.2. La théorie de sécurité juridique et judiciaire

L'article 36 de la constitution de la République démocratique du Congo garantie la sécurité juridique des hommes d'affaires dans la mesure où il énonce que « l'Etat encourage et veille à la sécurité des investissements nationaux et étrangers ». De même le code des investissements promulgué par le décret-loi n° 004/2002 du 21 février 2002 qui, en ses articles 23 à 30 assure :

- Un traitement juste et équitable conformément aux principes du droit international ;
- Les droits de propriété individuelle ou collective ;
- Le droit à une indemnisation juste, équitable et préalable en cas d'expropriation pour motif d'utilité publique ;
- La liberté des transferts des dividendes ainsi que des revenus générés par les dividendes réinvestis dans l'entreprises, etc.

La sécurité judiciaire est garantie, quant à elle, à travers la création des tribunaux de commerce, aux termes de la loi N°002/2001 du 31 juillet 2001 et des tribunaux de travail, aux termes de la loi N°016/2002 du 16 octobre 202, qui sont juste là dans une phase de pré-application, laquelle implique la formation des magistrats en la matière et l'aménagement d'infrastructures adéquates.

Le régime de traitement des investissements à travers le code des investissements et les différentes stratégies d'encouragement et de facilitation aux investisseurs sont essentiellement les éléments qui motivent la génération des investissements nationaux et étrangers.

Le code des investissements de 2002 a été promulgué dans le souci de concrétiser la mise en place d'une politique d'incitation à l'investissement à même d'attirer le plus d'investisseurs possibles et d'assurer au pays une position préférentielle par rapport à ses concurrents du tiers monde. a cet effet, ce code détermine les conditions d'agrément des investissements à son

régime général ainsi que les avantages douaniers, fiscaux et parafiscaux qu'il confère.

Le code des investissements participe au processus de renforcement de la gouvernance politique dans l'objectif d'attirer les investissements directs étrangers.

Pour matérialiser ses objectifs, le code des investissements de 2002 à apporter quelques innovations dont les plus essentielles sont :

- L'introduction de la notion d'investissement direct étranger pour toute prise de participation au capital de l'entreprise d'au moins 10% par les étrangers,
- L'instauration d'un régime unique d'agrément pour tous les investissements,
- La simplification et l'accélérations de la procédure d'agrément,
- L'égalité de traitement entre tous les investisseurs nationaux et étrangers,
- Le respect de la réglementation en matière de protection de l'environnement et de la nature,
- L'exonération totale, pour les investissements d'utilité publique, des droits et taxes à l'importation pour les machines, outillage et matériels neufs, les pièces de rechange de première dotation ne dépassant pas 10% de valeur CIF ?
- L'exonération totale pour les bénéfices réalisés par les investissements nouveaux agréés et pour l'impôt professionnel sur les revenus,
- L'exonération de l'impôt sur la superficie des concessions foncières et des propriétés bâties,
- L'exonération de l'impôt sur le chiffre d'affaires à l'intérieur pour les produits et services achetés auprès des producteurs locaux.

Dans le cadre de la gouvernance efficiente, la République démocratique du Congo a créé l'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI) à travers la loi N°004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements. Cette agence est chargée de deux missions essentielles, à savoir :

- Assurer la promotion des investissements tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger ;
- Agréer les projets d'investissements au régime unique du Code.

En effet, les objectifs de l'ANAPI sont réalisables par une stratégie promotionnelle qui s'organise autour de quatre axes suivants :

- Amélioration du climat des investissements et des politiques publiques,
- La construction de l'image de la RDC comme meilleure destination des investissements directs étrangers,
- Les services aux investisseurs pour un accompagnement objectif.

3. Gouvernance politique en République Démocratique du Congo

La gouvernance est un concept polysémique, les auteurs la définissent et l'interprètent selon l'idée et la prise en compte de certaines variables. La gouvernance est envisagée dans la plupart de cas sous deux dimensions ; la

dimension politique et économique. Cette considération se focalise sur la responsabilité, la transparence, le respect des principes de l'Etat de droit.

Selon Adrien Mulumbati Ngasha (2009, pp.393-394), « la gouvernance, en tant que système de gestion destiné à promouvoir le développement, peut-être envisagée sous des dimensions aussi diverses que la dimension politique, la dimension économique, la dimension culturelle, la dimension religieuse, la dimension scientifique, etc. ».

- **La gouvernance politique**

J.C. Willame estime que la gouvernance implique la responsabilisation des gouvernements et de leurs administrations, la participation au système, la transparence des procédures, la prévisibilité du comportement, le primat de la règle de droit et l'ouverture de l'information par le biais d'une presse libre. (J.C. Willame, 1994, PP. 32-33).

La gouvernance politique est de ce fait le processus de prise de décisions concernant l'élaboration des politiques publiques. La gouvernance prend en compte les dispositifs des comportements des valeurs engagés pour réaliser un certain nombre d'objectifs.

La gouvernance politique se caractérise par les éléments tels que la suprématie de la constitution, l'Etat de droit, la tenue d'élections régulières, libres et transparentes ainsi que l'indépendance du pouvoir judiciaire.

La mise en œuvre de la gouvernance politique nécessite l'instauration de l'Etat de droit ainsi que la transparence et l'efficience.

- **La gouvernance économique**

La gouvernance économique recouvre les processus de prises de décision qui ont une incidence sur les activités économiques du pays et ses relations économiques avec les autres pays. Elle a manifestement des répercussions importantes sur l'équité, la pauvreté et la qualité de la vie. La gouvernance économique vise la croissance économique et le bien-être de la population. (MBUYU KAZADI-A-HAMBA, 2015, p. 67).

Toute gouvernance économique en quête de meilleures performances, doit enfin anticiper la réflexion stratégique en vue de 'efficience et l'efficacité en matière de gestion tant des ressources humaines que financières. Pour être solide, la gouvernance économique s'attache à la transparence dans la gestion de la chose publique, elle lutte contre la corruption sous toutes ses formes et contre l'impunité, elle privilégie l'orthodoxie dans l'utilisation des finances publiques ainsi que la transparence dans la passation des marchés publics etc.

3.1. Les facteurs de la bonne gouvernance

La gouvernance repose sur une variété de facteurs, dont l'importance varie selon les perspectives et les approches de recherche. Dans cette analyse, nous avons identifié quatre catégories fondamentales de facteurs qui regroupent plusieurs éléments explicatifs. Ces catégories illustrent les dimensions clés d'une gouvernance efficace et durable.

3.1.1. Facteurs politiques

Les facteurs politiques jouent un rôle central dans l'établissement d'un système de gouvernance solide. Ils incluent :

a. La légitimité du pouvoir : la reconnaissance et l'acceptation des autorités par les populations, condition essentielle pour maintenir la paix et la confiance sociale.

b. La stabilité politique : un environnement politique exempt de conflits prolongés et marqué par une continuité dans les transitions démocratiques.

c. La qualité de l'élite : des dirigeants compétents, intègres et capables de formuler et mettre en œuvre des politiques publiques adaptées.

d. La cohésion et l'unité nationale : une synergie entre les différentes communautés pour préserver l'intégrité du territoire et favoriser une vision collective du développement.

e. Le leadership : la capacité des leaders à inspirer, mobiliser et orienter les actions vers des objectifs communs.

3.1.2. Facteurs économiques

Les performances économiques conditionnent la viabilité d'une gouvernance efficace. Les éléments clés de cette dimension sont :

a. La gestion efficiente des ressources : l'exploitation rationnelle des ressources naturelles et financières pour le bien-être collectif.

b. Une politique économique rationnelle : des stratégies économiques cohérentes, alignées sur les besoins et les potentialités du pays.

c. La bonne gouvernance économique : la lutte contre la corruption et l'instauration de mécanismes de contrôle rigoureux.

d. La transparence : la mise à disposition d'informations claires et accessibles concernant les décisions économiques et la gestion des fonds publics.

3.1.3. Facteurs administratifs

Une administration bien structurée et performante constitue un pilier fondamental de la gouvernance. Les éléments déterminants comprennent :

a. La stabilité des institutions publiques : des structures administratives solides, capables de fonctionner indépendamment des changements politiques.

b. La qualité des infrastructures : des systèmes performants pour soutenir les activités économiques, sociales et administratives.

c. La formation du personnel : un investissement continu dans le renforcement des capacités des agents publics pour garantir l'efficacité des services offerts.

3.1.4. Facteurs juridiques et judiciaires

La gouvernance repose également sur un cadre juridique et judiciaire robuste, garant de l'état de droit et de la justice sociale. Les composantes essentielles incluent :

a. L'organisation de la justice : une structure judiciaire bien définie et accessible à tous.
b. La qualité des magistrats : des juges compétents, intègres et indépendants.
c. L'adaptation des textes juridiques : des lois modernes, adaptées aux réalités sociales, économiques et politiques.
d. L'impartialité du juge : une justice rendue sans biais ni interférences externes.
e. L'autonomie de la justice : l'indépendance totale des organes judiciaires vis-à-vis du pouvoir exécutif et législatif.

4. Apport de la gouvernance politique sur les IDE en RD Congo

La gouvernance politique joue un rôle essentiel dans l'attraction des investissements directs étrangers (IDE) en République démocratique du Congo (RDC). Elle influence directement le climat des affaires en assurant un cadre institutionnel stable, transparent et sécurisé. Ce point explore l'impact de la gouvernance politique sur les IDE en RDC, en examinant ses dimensions théoriques et pratiques ainsi que ses implications dans le développement économique du pays.

4.1. Les investissements directs étrangers en République démocratique du Congo

Les investissements directs étrangers (IDE) représentent une source importante de financement pour les économies en développement comme celle de la RDC. Ces flux financiers, qu'ils soient verticaux ou horizontaux, contribuent à renforcer les capacités productives, à diversifier l'économie et à stimuler la croissance. Cependant, leur répartition et leur impact dépendent fortement du contexte économique, institutionnel et politique du pays d'accueil. Cette section analyse les caractéristiques des IDE en RDC et met en lumière les facteurs qui influencent leur attractivité et leur efficacité.

4.1.1. Les IDE verticaux

Les investissements directs étrangers (IDE) verticaux désignent les flux d'investissements dirigés des pays développés vers les pays en développement. Ces investissements reflètent une asymétrie dans les échanges, les pays du Sud bénéficiant principalement des apports financiers et technologiques des nations du Nord, sans réciprocité significative.

Conformément à la théorie du commerce international, cette dynamique repose sur le commerce interbranche, où les différences de dotation factorielle (capital-travail) et les avantages comparatifs jouent un rôle crucial. Le modèle HOS (Heckscher-Ohlin-Samuelson) met en évidence que ces IDE

se forment de manière endogène grâce à la réduction des barrières commerciales, des coûts de transport, et des coûts fiscaux.

Les IDE verticaux privilégient les pays en développement, notamment ceux où le coût du travail est relativement bas, favorisant l'intégration verticale des chaînes de valeur globales. En République démocratique du Congo (RDC), ce type d'IDE se manifeste dans les secteurs où la main-d'œuvre peu coûteuse constitue un avantage compétitif, tels que les industries extractives et certaines activités manufacturières.

4.1.2. Les IDE horizontaux

Les IDE horizontaux, ou IDE de marché, visent à produire à la fois pour le marché local et pour celui d'implantation. Selon Michalet (1999), ces investissements sont typiques des pays présentant un niveau de développement similaire, se déployant principalement entre les économies avancées telles que les États-Unis, l'Europe, et le Japon.

Deux approches expliquent ces IDE :

- Macroéconomique : Ces approches indiquent que les flux d'IDE horizontaux se concentrent entre des pays ayant des dotations similaires en facteurs de production et des barrières commerciales faibles.
- Microéconomique : Ces approches soulignent le rôle des multinationales dans les secteurs intensifs en recherche et développement, où la main-d'œuvre qualifiée est prépondérante. Les produits, souvent différenciés et techniquement complexes, nécessitent une proximité avec les consommateurs pour répondre à leurs attentes tout en minimisant les coûts de transport et les barrières tarifaires.

Les investisseurs privilégient les IDE horizontaux lorsque les avantages liés à l'accès direct aux marchés étrangers surpassent les économies d'échelle réalisées par la concentration de la production. En RDC, ces IDE demeurent limités en raison des coûts logistiques élevés et des défis liés à l'instabilité économique et politique.

4.2. Le rôle de la gouvernance politique

En République Démocratique du Congo (RDC), la gouvernance politique constitue un pilier essentiel dans la promotion de l'attractivité des Investissements Directs Étrangers (IDE). En tant que levier stratégique, elle permet de réguler les actions de l'État, d'orienter les affaires publiques et de garantir un environnement institutionnel stable et favorable à l'investissement. Une gouvernance politique efficace est à même de renforcer la stabilité institutionnelle, d'améliorer le climat des affaires et d'assurer des garanties juridiques indispensables pour protéger les intérêts des investisseurs.

Ansi, pour une attractivité réelle des investissements directs étrangers en République démocratique du Congo, la gouvernance politique doit être considérée comme une stratégie de respect et de faire respecter les règles juridiques relatives à l'activité économique et aux procédures judiciaires.

Ceux-ci constituent un enjeu non négligeable dans la promotion et la protection des investissements.

Dans cette perspective, notons que la république démocratique du Congo a entamé des reformes importantes pour attirer les investisseurs étrangers, en mettant en place un arsenal juridique composé des textes suivants :

- Le code d'investissement, la Loi n°18/001 du 09 mars 2018 modifiant et complétant la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier et
- La Loi n° 17/001 du février 2017 fixant les règles applicables à la sous-traitance entre personne physique ou morale de droit privé au regard des investissements nationaux et étrangers ;
- Les facilités accordées par le Guichet Unique de création d'entreprises et son processus d'implantation à travers le pays constituent un arsenal juridique des facilitations et de protection des intérêts de l'Etat congolais.

Cette stratégie permettra au pays d'attirer les investisseurs avec leurs capitaux. Par ailleurs, le constat qui se dégage est très amer, la gouvernance politique pose un sérieux problème car son rôle de coordination et d'accompagner les activités économiques privés et public ne pas assurer pleinement par manque de transparence et de leadership visionneur.

Comment dégager et analyser les forces et faiblesses de la gouvernance politique ?

Concernant les forces et faiblesses de la gouvernance politique dans le cadre du processus d'attractivité des investissements directs étrangers en république démocratique du Congo, peuvent être présenter par un tableau reprenant les facteurs nécessaires.

Tableau N°1. Les forces de la Gouvernance politique en RD. Congo

Transparence	Cadre légal	Compétence	Professionnalisme
Respect des principes démocratiques	Ouverture	Bonne gouvernance	Principe de concurrence
Leadership fort	Institutions fortes	Excellence	Collaboration

Source : Conception personnelle

Le premier tableau énumère quelques variables associées aux indicateurs d'une bonne gouvernance politique, ces indicateurs démontrent parfaitement les forces de la gouvernance politique. Les investissements directs étrangers sont plus perceptible dans les Etats qui remplissent ces critères de gouvernance.

Tableau N°2. Les faiblesses de la gouvernance politique

Opacité dans la gestion	Corruption	Incompétence
Sabotage de la transparence	Interprétation ambigu de texte	Multiplicité des services
Manque de leadership et de vision	Incapacité managériale	Absence de la volonté politique

Mépris des principes d'Etat de droit	Culture de la médiocrité	Résistance au changement

Source : Conception personnelle

De l'analyse de ces éléments des tableau N°1 et N°2, il est clair que la gouvernance politique reste l'élément déterminant pour l'attractivité des investissements directs étrangers en République démocratique du Congo. Toute défaillance de cette dernière décourage les investisseurs à déployer leurs capitaux à cause de l'incertitude.

Analysons brièvement les avantages d'une gouvernance politique solide ainsi que les obstacles à une gouvernance politique efficace en RDC.

4.2.1. Les avantages d'une gouvernance politique solide

Une gouvernance politique robuste offre une série d'avantages stratégiques qui, ensemble, favorisent un climat propice à l'afflux des IDE. Ces avantages incluent :

a. L'instauration d'un État de droit garantissant la sécurité juridique, indispensable pour rassurer les investisseurs et minimiser les incertitudes liées aux cadres légaux.

b. La transparence dans la gestion des ressources publiques, permettant de lutter contre les abus et de favoriser une gestion efficiente et responsable.

c. La participation citoyenne dans les processus décisionnels, renforçant ainsi la légitimité des politiques publiques et la confiance des acteurs économiques.

d. Le respect et l'indépendance du pouvoir judiciaire, garantissant une application équitable des lois et une résolution impartiale des litiges.

e. Le respect strict de la Constitution et des lois du pays, créant un cadre normatif clair et prévisible.

f. Le renforcement de la confiance entre gouvernés et gouvernants, un facteur clé pour instaurer un climat social apaisé et attractif pour les investissements.

g. L'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre des politiques publiques, favorisant une gestion pragmatique et orientée vers les résultats.

h. La responsabilisation et la redevabilité des dirigeants face aux citoyens, instaurant une culture de bonne gouvernance et de performance.

En combinant ces éléments, la gouvernance politique agit comme un catalyseur pour réduire les risques perçus par les investisseurs, augmentant ainsi l'attractivité du pays sur la scène internationale.

4.2.2. Les obstacles à une gouvernance politique efficace en RDC

Cependant, malgré ses nombreux avantages potentiels, la gouvernance politique en RDC est confrontée à des défis structurels et contextuels qui limitent son efficacité et son impact sur l'attractivité des IDE. Parmi ces obstacles, on peut citer :

a. Une désorganisation structurelle des institutions publiques, entravant la coordination et l'exécution des politiques publiques.
b. Une corruption endémique, qui affaiblit la confiance des investisseurs et alourdit le coût des affaires.
c. Un tribalisme exacerbé, fragilisant l'unité nationale et provoquant des tensions qui nuisent à la stabilité du pays.
d. Une instabilité politique chronique, freinant les projets à long terme et décourageant les investisseurs.
e. Des conflits armés récurrents, perturbant non seulement le climat des affaires mais aussi les chaînes d'approvisionnement et les infrastructures.
f. La promotion des antivaleurs par certaines élites dirigeantes, qui dévalorise les principes d'éthique et de responsabilité.
g. L'incompétence et l'inefficacité dans la gestion publique, aggravant les dysfonctionnements structurels et administratifs.
h. Un incivisme généralisé, affectant aussi bien les citoyens que les dirigeants, et créant un environnement peu propice au respect des lois et des normes sociales.

Ces défis, bien que redoutables, ne sont pas insurmontables. Ils nécessitent des réformes profondes et une volonté politique forte pour transformer les faiblesses actuelles en opportunités de progrès et de développement durable. Car aucun investisseur ne peut se contenter de naviguer dans un environnement politique insécurisant.

5. Conclusion

Tout au long de cette dissertation, nous avons mis en évidence que la gouvernance politique constitue un levier essentiel pour attirer les investissements directs étrangers (IDE). En effet, elle repose sur des principes fondamentaux tels que la responsabilité et la redevabilité, qui sont indispensables pour établir un climat d'investissement favorable et propice au développement économique.

La gouvernance politique, bien qu'elle ne soit pas le seul facteur d'attractivité des IDE, joue un rôle déterminant en République démocratique du Congo (RDC). Ce présent article s'attache à démontrer comment une gouvernance efficace peut non seulement renforcer l'attractivité des IDE, mais aussi contribuer de manière significative au développement économique du pays. Pour ce faire, il analyse de manière équilibrée les avantages et les limites de la gouvernance politique dans le contexte congolais.

Notre analyse révèle que la RDC fait face à des défis majeurs en matière de gouvernance. Ces problèmes se traduisent par des indicateurs alarmants tels que l'instabilité politique, la mauvaise gouvernance, la faiblesse du pouvoir judiciaire, le non-respect de l'État de droit, l'incompétence et la violation des règles établies. Ces dysfonctionnements affectent gravement la capacité du pays à instaurer un cadre institutionnel et juridique apte à rassurer les investisseurs étrangers.

En essence, la gouvernance politique peut être définie comme un ensemble de mécanismes – incluant des lois, des conventions et des règles – qui régissent le fonctionnement de l'État. Lorsqu'elle est bien appliquée, elle garantit une gestion efficiente et responsable des affaires publiques, un élément clé pour instaurer un environnement économique stable et sécurisant. Cela contribue à renforcer la confiance des investisseurs, tout en favorisant une coordination harmonieuse des activités étatiques.

Cependant, pour exploiter pleinement le potentiel des IDE, l'État congolais doit engager des réformes profondes afin d'améliorer sa gouvernance. Ces efforts devraient notamment viser à renforcer l'État de droit, assurer l'indépendance de la justice, stabiliser le climat politique, éradiquer la corruption et mettre fin aux pratiques administratives néfastes qui découragent les investisseurs. Ces mesures permettraient non seulement de stimuler l'attractivité des IDE, mais également d'assurer que les investissements réalisés profitent de manière optimale à la nation.

De ce qui précède, retenons ici que, l'amélioration de la gouvernance politique en RDC ne se limite pas à attirer les investisseurs étrangers, mais constitue également un enjeu fondamental pour le développement économique durable du pays. L'État doit donc non seulement agir sur les faiblesses structurelles identifiées, mais aussi mettre en place des mécanismes solides et pérennes pour garantir la sécurité, la transparence et la confiance nécessaires à un environnement d'affaires compétitif.

6. Bibliographie

Brainard, W. (1999). Uncertainty and the effectiveness of policy. *American Economic Review*.

De Sernacles, P., et al. (2010). *La politique internationale : Théories et enjeux contemporains* (6e éd.). Armand Colin.

Hermet, G., et al. (2005). *La gouvernance et ses applications*. Karthala.

Kazadi-A-Hamba, M. (2015). *Stabilité politique et gouvernance dans un État post-conflit* (Thèse de doctorat en sciences politiques et administratives). Université de Lubumbashi.

Le Robert. (2009). *Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française* (Nouv. éd.). Le Robert.

Laviec, J. P. (1984). *Protection des investissements : Étude de droit international économique*. Graduate Institute Publication.

Mulumba, N. (2010). *Manuel de sociologie générale*. Africa.

Ndaywel è Nziem, I. (2009). *Nouvelle histoire du Congo : Des origines à la République démocratique du Congo*. GRIP.

Roche, J. J. (2010). *Relations internationales* (4e éd.). LGDJ.

Saumet, C. (2018). La République démocratique du Congo à l'horizon 2020. *IRS*.

Thrielet, S. (2002). Normes environnementales et déterminants des investissements directs étrangers en direction des économies en développement. Dans *Le développement durable : Enjeux, regards et perspectives* (Cahier du GEMDEV, N°28, avril).

Willame, J. C. (1994). *Gouvernance et pouvoir : Essai sur trois trajectoires africaines : Madagascar, Somalie, Zaïre*. L'Harmattan.



PARTENAIRES ET RESEAUX

ISSN INTERNATIONAL STANDARD SERIAL NUMBER INTERNATIONAL CENTRE

CAIRN.INFO CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

diliCOM LE RÉSEAU DU LIVRE

Banque du Livre asbl

doi

Crossref Content Registration

MEDIATHEQUE DÉPARTEMENTALE du Gers

MOUVEMENT LAUDATO SI' Catholiques pour notre maison commune

parcours formation

MOOC Gestion de Projet

MAXITY

CS4ME CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

10.000 {CODEURS} 2015-2025

UNITED FOR HUMAN RIGHTS

COPAS

RESEAU ELIKYA

FORUM INTERNATIONAL de GOMA pour la RESOLUTION des CONFLITS

Youth for Human Rights International

AGAPE asbl

REVUE PLURIDISCIPLINAIRE AFRICAINE DE L'ENVIRONNEMENT

AS

AGOS EFFICACITÉ SOLIDARITÉ PAIX

IJAS

Scopalto ACADEMIA

Editions Lumumba, un nouvel élan de l'édition africaine

10, avenue de la Moto x boulevard Ms'iri, Quartier Gambela, commune de Lubumbashi, ville de Lubumbashi, République démocratique du Congo
Tél. : 00243 90 433 70 19
Mail : contact@editionslumumba.com
www.editionslumumba.com

Imprimé en République démocratique du Congo

©Edition Lumumba, décembre 2024

Afrindala Group
« New African Generation »
www.afrindalagroup.com

Association Panafricaine pour l'Encadrement et la Formation de la Jeunesse (APANAEFJ)
Courriel : info@apanaefj.org
Site web : www.apanaefj.org

Siège : 10, Avenue de la Moto croisement Boulevard M'siri, Ville de Lubumbashi, RD Congo

APANAEFJ

REVUE PANAFRICAINE DE LA JEUNESSE

Revue scientifique internationale, interdisciplinaire et interactive

Publiée par les Editions Lumumba
Avec le soutien
d'Afriscience

&

Association Panafricaine pour l'Encadrement et
la Formation de la Jeunesse
(APANAEFJ)

Courriel : rpj@apanaefj.org
Site web : www.apanaefj.org
Tél. (+243) 973738975
Siège : 10, avenue de la Moto croisement boulevard M'siri, ville de Lubumbashi, RD Congo